

de la réaction colonialiste, tous les Tixier-Vignancourt et autres Borgeaud. Cette lutte sur deux fronts ne peut être menée à bien que par un gouvernement fort, qu'il est impossible de constituer dans le cadre parlementaire actuel. C'est pourquoi les plus chauds partisans d'une solution à la guerre d'Algérie sont souvent aussi les plus enclins à envisager la venue de De Gaulle au pouvoir.

Toutes ces perspectives sont encore imprécises. Les modalités d'un compromis en Algérie ne sont pas faciles à trouver; elles font l'objet de discussions dans les rangs mêmes de la bourgeoisie. D'autre part s'il est aisé de parler d'un gouvernement fort, il est plus difficile de le réaliser. De Gaulle, qui semble le favori de beaucoup, ne s'appuie sur aucun mouvement de masse, comparable au R.P.F. de 1948. Il doit compter sur une aggravation de la crise française pour que l'on fasse appel à lui; et en même temps il doit éviter des heurts trop brutaux avec les ultras.

En d'autres termes la politique nouvelle, intelligente, du grand capital français en est encore à sa phase préparatoire.

### LA REACTION A L'INITIATIVE

Tout ceci ne contribue guère à éclaircir les perspectives politiques. Dans ce flou, il n'est de politique précise que du côté des ultras: continuer la guerre en accentuant la répression. Cette orientation correspond aux désirs de la population française d'Algérie, aux vœux de cette partie des colonialistes que les plans d'exploitation du Sahara dépassent et que la perte de l'Algérie ruinerait. Elle ne rencontre dans les rangs de la bourgeoisie aucune opposition ouverte. Elle correspond exactement à la politique du gouvernement Bourges. Et celui-ci, sans s'identifier absolument avec les réactionnaires extrémistes, n'en défend pas moins prioritairement leurs intérêts. Les pouvoirs spéciaux accordés à Bourges, c'est la possibilité donnée aux ultras d'intervenir avec une plus grande efficacité dans la lutte politique qui se déroule autour des perspectives de paix en Algérie. Sans doute, les tendances « libérales » du capitalisme sont-elles puissantes. Mais il ne faut à aucun degré sous-estimer l'importance et les possibilités d'action des forcenés du colonialisme. Ils peuvent profiter de la position prééminente qu'ils ont à l'heure actuelle pour prendre une série de mesures répressives contre le mouvement ouvrier. Ainsi peut être créé un gouvernement réactionnaire qui, pour transitoire qu'il serait, n'en serait pas moins des plus néfastes pour les travailleurs.

La réaction est au gouvernement; elle a l'initiative et peut engager, à tout moment, une offensive pour faire triompher totalement sa politique. En dehors de la classe ouvrière, aucune force ne peut opposer, dans la situation instable et confuse que connaît la France, une résistance sérieuse à ces tentatives.

Telle est la principale menace du moment. A tous les travailleurs d'y faire face par une action unie.

- qui ferait reculer le danger dans l'immédiat;
- qui réaliserait autour du prolétariat, et non de quelque sauveur plus ou moins galonné, le rassemblement de la petite bourgeoisie désireuse de la paix en Algérie;
- qui poserait les jalons d'un gouvernement nouveau, en redémarrant la lutte pour la fin de la guerre.

Que faut-il pour réaliser une telle politique? Une orientation unitaire de la S.F.I.O., une politique révolutionnaire du Parti Communiste. Nous sommes, dans un cas comme dans l'autre, loin du compte. Et c'est le mouvement ouvrier qui en subit les conséquences.

### LA S.F.I.O. FACE AU FASCISME

Du côté socialiste, la trahison a atteint son point extrême. Organisatrice de la guerre d'Algérie, initiatrice de l'agression de Suez, la direction socialiste a maintenant permis, par son vote, l'adoption des pouvoirs spéciaux. Mais il y a plus: dans la S.F.I.O. naît une aile fasciste; demain, Lacoste et Lejeune seront les larbins du premier gouvernement ultra qui acceptera leur service.

Face à ce déchainement, une partie de la S.F.I.O. réagit: les fédérations du Midi avec Defferre, une fraction du groupe parlementaire avec Verdier et Depreux proteste, démissionne. Il s'agit d'une minorité qui reste fidèle aux vieux principes sociaux-démocrates. Gagnera-t-elle la majorité demain? Oui! Elle le peut car la majorité du Parti, qu'elle suive Mollet ou non, ne s'identifie pas avec la racaille fascisante. Mais pour que la crise socialiste évolue dans un sens favorable à l'unité d'action ouvrière, il faut que la minorité se sente aidée.

André Stil a compris cela et, dans l'« Humanité » du 20 juillet, il adresse, avec ses vœux, quelques conseils, mêlés de reproches, aux minoritaires. Il regrette qu'ils n'aient pas adopté l'attitude des communistes. Mais des socialistes n'adopteront jamais la même attitude en tous points, que les communistes. Ce qu'on peut attendre d'eux, c'est qu'ils contribuent au succès de l'unité d'action de la classe ouvrière. Sur cette voie, pas besoin de conseils sagaces, mais d'une politique autre que celle de leurs dirigeants.

Nous publions ce Numéro spécial consacré aux pouvoirs spéciaux qui viennent d'être adoptés par l'Assemblée Nationale élue le 2 janvier 1956 et au jugement prononcé contre nos camarades Pierre FRANK et Jacques PRIVAS en raison d'articles parus dans notre journal.

Les pouvoirs spéciaux visent entre autre les infractions à l'article 80 du Code pénal, en vertu duquel nos camarades ont été condamnés. Ceux-ci ont déposé un pourvoi en cassation.

## SOUSCRIVEZ !

La condamnation comporte le paiement de frais de justice. Ce procès et sa continuation frapperont donc lourdement notre budget. Nous demandons à tous nos amis et lecteurs de manifester leur solidarité envers notre journal et les camarades condamnés.

D'autre part, il faut nous aider à diffuser nos idées de la manière la plus large, sans que nous soyons entravés à l'extrême par des questions financières.

Aussi faisons-nous appel à tous pour souscrire en faveur de « La Vérité des Travailleurs ».

N'attendez pas pour nous faire parvenir votre aide.

Souscrivez à notre compte postal:  
La Vérité des Travailleurs, C.C.P. 6965-68  
Paris, 64, rue de Richelieu.

Le Parti Communiste devrait leur fournir une telle alternative. Il n'en fait rien. Il n'est qu'à se reporter à son action contre les pouvoirs spéciaux pour s'en convaincre.

L'« Humanité », le groupe parlementaire communiste ont dénoncé justement les pouvoirs spéciaux; une action propagandiste a été entreprise, suffisante pour ne pas prêter aux critiques, insuffisante par rapport aux nécessités du moment.

Les pouvoirs spéciaux, c'est la possibilité à brève échéance d'un gouvernement fort. Contre eux, il faut faire campagne dans tous les pays, organiser des meetings, des actions de masse, toutes les formes de lutte possible: l'enjeu en vaut la peine. Il faut ainsi intégrer la lutte spécifique contre les pouvoirs spéciaux dans une perspective politique et, au gouvernement fort des ultras, chercher à opposer un gouvernement au service des travailleurs. Les pouvoirs spéciaux sont liés à la guerre d'Algérie;

Il faut redémarrer la lutte contre la guerre et assurer de la solidarité des ouvriers français, les travailleurs algériens, victimes de la guerre colonialiste.

Que fait le P.C.F.?

Par l'intermédiaire de J. Duclos (discours parlementaire sur les pouvoirs spéciaux), il justifie son vote passé sur les pouvoirs spéciaux à G. Mollet (12 mars 1956). Ce vote destiné à « faciliter l'unité avec la S.F.I.O. » a échoué dans son but; il n'a hâté que le déclenchement de la guerre totale contre l'Algérie. En demeurant sur les mêmes positions, la direction du P.C.F. obscurcit encore les problèmes de la lutte contre la sale guerre.

Sur le plan parlementaire, le groupe parlementaire a délégué R. Ballanger pour mener une bataille d'amendements qui a été en partie efficace. Mais chacun savait que les amendements n'empêcheraient pas le gouvernement de proposer l'ensemble de son texte. Pourquoi n'aurait pas organisé l'obstruction parlementaire? Où est le temps où Calais appelait les soldats à la fraternisation avec les grévistes? Plus grave encore, qu'a-t-il été fait en dehors du Parlement? Quels meetings ont eu lieu, ailleurs qu'au Vigan (Gard)?

Le P.C.F. a-t-il mieux agi sur le plan de la solidarité algérienne? Guère, en dehors des conseils prodigués par Feix aux Algériens en France sur la nécessité d'éviter les attentats. Quant à une autre perspective, l'« Humanité » en est restée à « un gouvernement de la majorité républicaine du 2 janvier », ce qui n'a à peu près de sens dans les conditions actuelles, car les participants non communistes d'un tel cabinet sont au pouvoir, sans avoir répudié le programme du 2 janvier. On en voit les résultats!

Le P.C.F. n'a pas de perspectives. Il est silencieux sur les méthodes qui permettraient de parvenir à un tel gouvernement. Serait-ce parce qu'il attend d'une évolution au sein de la bourgeoisie des éléments nouveaux pour le dévouement de la situation?

Toute solution au conflit algérien qui se produirait en dehors de l'action des masses risque de se faire à leur détriment.

Il faut secouer l'inertie qui, de par la carence politique des directions, gêne le mouvement ouvrier.

Il faut organiser la lutte contre les pouvoirs spéciaux:

- solidarité avec les travailleurs algériens;
- lutte systématique contre toutes les manifestations fascistes;
- dans chaque usine, chaque localité, formation de comités de lutte contre les pouvoirs spéciaux, chargés à la fois d'organiser la protestation populaire et d'assurer une défense efficace des travailleurs algériens et français contre la répression.

Tels doivent être les points principaux d'une action unie des travailleurs contre les pouvoirs spéciaux.

Pour réaliser un tel front unique, il est nécessaire de:

- lutter dans chaque organisation pour une authentique politique unitaire;
- lutter pour la fin de la guerre d'Algérie, en impulsant, dans la mesure du possible, l'action des masses à la base;
- lutter pour l'instauration d'un gouvernement des travailleurs, doté d'un programme de classe.

A l'heure actuelle, le mouvement ouvrier subit les contre-coups de l'échec qu'il a connu l'an dernier, par la faute des directions ouvrières, lors des manifestations de masse contre la guerre. Mais ses possibilités demeurent intactes, le mouvement revendicatif le prouve. Une lutte unie contre les pouvoirs spéciaux pourrait être le point de départ d'une contre-offensive prolétarienne qui rendrait inefficaces les moyens de répression les plus raffinés, illusoire les plans à long terme du grand capital.

Ainsi s'ouvriraient les perspectives de la révolution en France.

24 Juillet 1956.